

ECS : cinq projets de R&D français pour passer à la vitesse supérieure

En ECS, dans le cadre d'un "Programme d'actions concertées en technologies de l'énergie", dont l'objectif est une consommation ECS de 15 kWh/m²/an, l'Ademe vient de retenir cinq projets de R&D au terme d'un appel à projets lancé pour "lever les verrous technologiques" en matière d'ECS, appel à projets qui a reçu précisément 22 propositions. Dans trois à quatre ans, estime-t-on à l'Ademe, les cinq projets lauréats devraient déboucher sur des équipements innovants, et ce "aux coûts du marché actuel".

Le Cetiati va étendre son offre en systèmes multi-fonctions et multi-énergies

Centre technique de Villeurbanne (Rhône) né en 1960 et spécialisé en aéraulique, thermique et acoustique, le Cetiati a indiqué, recevant la presse la semaine dernière, qu'il envisageait de commencer à développer en 2011 une offre de formation continue pour les BET du bâtiment, et ce en complément de ses offres de formation existantes destinées aux bureaux d'études des fabricants et aux installateurs.

En ce qui concerne les systèmes de génie climatique multi-fonctions et multi-énergies (par exemple, couplage d'une pompe à chaleur et d'une chaudière, ou encore système double-flux thermodynamique), le Cetiati souhaite mettre à la disposition des industriels une "capacité à développer des modèles de simulation de ces systèmes dans l'environnement du bâtiment" et travailler sur la définition des moyens expérimentaux adaptés à ces systèmes. < C'est une réflexion que nous espérons voir aboutir en 2011 >, indique Bernard Brandon, directeur général du Cetiati. Ces nouveaux moyens d'essais, destinés à tester, caractériser, ces systèmes, le Cetiati pourrait les acquérir l'an prochain.

Quelles énergies de chauffage dans l'habitat ?

Alors que le parc de résidences principales en métropole a augmenté de 5,9 millions entre 1988 et 2008, celui équipé de chauffage au fioul a diminué de 590 000 logements, à 4,4 millions. C'est ce qui ressort d'une étude que vient de publier le ministère Borloo. En 2008, le gaz et l'électricité équipaient 66% des logements construits avant 1975, contre 36 % en 1988. < Le développement du chauffage électrique a été implicitement encouragé par les pouvoirs publics, observe l'étude. Le parc afférent a ainsi été multiplié par 2,3 et s'élève à 8,3 millions de logements en 2008. Dans le parc de logements construits après 1975, 45% des logements sont chauffés à l'électricité. En 2008, il ne reste plus que 1,3 million de logements équipés d'appareils indépendants de chauffage, contre 5 millions en 1988. >

En 2008, 60% des logements sociaux étaient équipés de chauffage au gaz, alors que ce mode de chauffage était présent dans 33% de ces logements en 1988. < Les appareils indépendants de chauffage et les chaudières au fioul ont été quasi systématiquement remplacés par des chaudières au gaz, constate l'étude. La pénétration du gaz comme énergie de chauffage a été nettement plus faible dans le parc locatif privé, où seulement 38% des logements sont équipés du chauffage au gaz en 2008 contre 25% en 1988. Le chauffage électrique a gagné des parts de marché surtout dans le parc privé : en 2008, il équipait 43% du parc locatif privé contre seulement 13% en 1988. La forte percée du chauffage au gaz dans le parc social se traduit aujourd'hui par une dépendance de presque sept logements sur dix aux évolutions du prix des énergies combustibles (fioul et gaz), contre moins d'un logement sur deux dans le parc locatif privé. >

EN BREF

- CLIMATIQUE. Le 9ème appel à projets des Pôles de compétitivité vient de retenir le projet de R&D "Rider" du Pôle Derbi, projet qui va développer un système d'information permettant d'optimiser l'efficacité énergétique de bâtiments par des échanges d'énergies entre ceux-ci, et ce en intégrant différents types d'énergies, "classiques", renouvelables ou "fatales". Ce projet, auquel participent notamment les universités de Montpellier et de Perpignan, ainsi que EDF, Cofely et Coronis, est porté par le site IBM France de Montpellier.

- ÉNERGIE. Au second semestre 2010, va être créée une "plate-forme nationale d'observation des consommations énergétiques réelles des bâtiments", avec la participation du CSTB et de Syntec-Ingénierie. Une méthodologie commune pour la comparaison entre consommations prévues et consommations constatées dans les faits sera utilisée.

- FORMATION. En 2010, va être étendu aux bureaux d'études et aux architectes le dispositif Feebat de formation aux économies d'énergie.